

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ECONOMIE VERTE ET DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE

==
CABINET

BURKINA FASO

==
Unité – Progrès – Justice

Arrêté n° 2019-341/MEEVCC/CAB portant
émission d'avis conforme sur la faisabilité
environnementale du projet de construction et
d'exploitation de la centrale solaire photovoltaïque
Ouaga Nord-ouest et de la ligne 90kV reliant la
centrale à Kossodo dans la région du Centre au
profit de la Société nationale d'électricité du
Burkina (SONABEL)

Vizé secret n°00578
du 23-07-2019

Clair



LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE
ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

°

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le Décret n° 2019-0004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le Décret n° 2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le Décret n° 2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** le Décret n° 2016-383/PRES/PM/MEEVCC du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique ;
- Vu** la Loi n° 23/94/ADP du 19 mai 1994 portant Code de santé publique au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n°002-2001/AN du 08 février 2001 portant Loi d'orientation relative à la gestion de l'eau ;
- Vu** la Loi n° 034/2002/AN du 14 novembre 2002 portant loi d'orientation relative au pastoralisme ;
- Vu** la Loi n° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;

- Vu** la Loi n° 022-2005/AN du 24 mai 2005 portant Code de l'hygiène publique au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 017-2006/AN du 18 mai 2006 portant Code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 034-2009/AN du 16 juin 2009, portant Régime foncier rural au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 003-2011/AN du 05 avril 2011 portant Code forestier au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 006-2013/AN du 02 avril 2013 portant Code de l'environnement au Burkina Faso ;
- Vu** la Loi n° 038-2018/AN du 30 octobre 2018 portant Code des investissements au Burkina Faso ;
- Vu** le Décret n° 98-321/PRES/PM/MEE/MIHU/MATS/MEF/MEM/MCC/MCIA du 28 juillet 1998 portant réglementation des aménagements paysagers ;
- Vu** le Décret n° 98-322/PRES/PM/MEE/MCIA/MEM/MS/MATS/METSS/MEF du 28 juillet 1998 portant conditions d'ouverture et de fonctionnement des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;
- Vu** le Décret n° 2001-185/PRES/PM/MEE du 07 mai 2001 portant fixation des normes de rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol ;
- Vu** le Décret n° 2006-232/PRES/PM/MECV/MFB/MJ/MATD du 30 mai 2006 portant définition des procédures et barèmes des transactions applicables aux infractions au code de l'environnement au Burkina Faso ;
- Vu** le Décret n° 2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015 portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social ;
- Vu** l'Arrêté n° 2015-123/MERH/SG/BUNEE du 30 juillet 2015 portant missions, organisation et fonctionnement du Bureau National des Evaluations Environnementales.

Suite à l'examen du rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du projet de construction et d'exploitation de la centrale solaire photovoltaïque Ouaga Nord-ouest et de la ligne 90kV reliant la centrale à Kossodo dans la région du Centre, du rapport d'enquête publique, du rapport du Comité Technique sur les Evaluations Environnementales (COTEVE) et à la demande de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) en date du 11 juillet 2019.

A R R E T E

Article 1 : Conformément aux articles 32 et 33 du Décret n°2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015 portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social, il est émis un avis conforme sur la faisabilité environnementale du projet de construction et d'exploitation de la centrale solaire photovoltaïque Ouaga Nord-ouest et de la ligne 90kV reliant la centrale à Kossodo/région du Centre au profit de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL).

La superficie du site de la centrale solaire photovoltaïque est de 60 hectares et les coordonnées géographiques sont présentées dans le tableau suivant :

Zone 30P-UTM		
Angle	X	Y
1	638 760	1 375 523
2	639 156	1 375 058
3	638 323	1 374 508
4	637 933	1 374 968

Source : Rapport EIES-version définitive, mai 2019.

Article 2 : La SONABEL, promotrice du projet cité à l'article 1 est tenue au respect du plan de gestion environnementale et sociale contenu dans le rapport de l'étude d'impact environnemental et social dudit projet. Elle devra en outre :

- procéder au dédommagement effectif des personnes ayant perdu des arbres, des champs ou d'autres types de biens dans le cadre de l'acquisition du site du projet avant le démarrage des travaux ;
- privilégier l'emploi de la main d'œuvre locale pour ce qui concerne les emplois non qualifiés et, à compétence égale, prioriser les locaux pour les emplois qualifiés durant toutes les phases du projet ;
- respecter les engagements pris envers les populations et les autorités communales tout au long du cycle de vie du projet ;
- impliquer les services techniques déconcentrés et décentralisés dans la mise en œuvre du projet ;

- obtenir l'autorisation de coupe des arbres auprès des services techniques déconcentrés de l'environnement dans la zone d'implantation du projet avant tous travaux susceptibles d'impacter la végétation ;
- mener les activités de défrichements en collaboration avec les services techniques de l'environnement ;
- réaliser les actions de reboisement et de compensation liées à la perte de végétation en collaboration avec les différentes mairies et les services techniques déconcentrés de l'environnement dans la zone d'implantation du projet ;
- sélectionner et maintenir les espèces intégralement protégées, celles qui sont vulnérables et menacées de disparition ;
- garder une bonne communication avec les riverains du site sur toute activité entrant dans le cadre du projet tout au long du cycle de vie dudit projet ;
- mettre à la disposition de tous les travailleurs des équipements de protection individuelle adaptés ;
- assurer une sensibilisation périodique des employés au port des équipements de protection individuelle ;
- sensibiliser le personnel sur les bonnes pratiques hygiéniques et de santé-sécurité au travail ;
- disposer d'une boîte à pharmacie sur le chantier au moment des travaux de construction et pendant la phase d'exploitation de la centrale ;
- organiser des visites médicales régulières au profit de tout le personnel ;
- sensibiliser tout le personnel sur les risques liés à la centrale et sur ceux de transmission des IST et VIH/SIDA par des affiches et des animations ;
- mettre en place un système de collecte et de gestion efficace des déchets solides (plaques et onduleurs usés, etc.) et des effluents liquides ;
- doter l'unité d'un dispositif de sécurité : affichage des consignes de sécurité dans les zones à risques, matériels de prévention et de lutte contre l'incendie, etc. ;
- interdire l'accès du site de la centrale à toute personne étrangère ;
- réaliser un plan de fermeture et de réhabilitation du site de la centrale solaire et le soumettre au ministère en charge de l'environnement pour validation ;
- mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) ;
- réaliser un audit environnemental de la centrale solaire tous les cinq (05) ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : Les recommandations contenues dans le rapport d'enquête publique font partie intégrante du présent avis.

Article 4 : Nonobstant la mise en œuvre des recommandations émises dans le présent avis, la SONABEL, promotrice du présent projet demeure responsable de toute atteinte à l'environnement, à la santé humaine et animale découlant de ses activités qui viendrait à se produire.

Article 5 : Conformément à sa mission de suivi environnemental, le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique, à travers ses structures compétentes, procédera périodiquement au contrôle du fonctionnement des réalisations, au suivi et à la surveillance de la mise en œuvre des mesures d'atténuations des impacts environnementaux tout au long du cycle de vie du projet.

Article 6 : L'administration se réserve le droit de procéder à la suspension ou à l'annulation de l'avis conforme lorsque la SONABEL ne respecte pas d'une manière ou d'une autre les mesures prescrites à l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Ampliations :

- SG/MEEVCC ;
- SG/ME ;
- BUNEE ;
- DREEVCC/Centre ;
- Gouvernorat/Centre ;
- l'intéressé ;
- A/C.

Ouagadougou le 24 JUL 2019


Batio BASSIERE
Officier de l'Ordre de L'Étalon

